

DES INVESTISSEMENTS MASSIFS DANS L'ENSEIGNEMENT ! POURSUIVONS LA LUTTE AVEC UN PLAN D'ACTION CRESCENDO !

N'attendons pas les élections de 2024 Notre combat ne doit pas se contenter d'un report de l'austérité

A la veille de cette grève charnière, Madame la Ministre Caroline Désir semble lâcher du lest en promettant de différer la mise en place volet « sanctions » de la réforme de l'évaluation, auquel nous nous opposons depuis des mois. Nous savons pourtant très bien que « reporter » ne signifie pas « annuler ». La ministre espère ainsi nous apaiser. C'est inacceptable!

Et qu'en est-il du reste? De nos classes surchargées, de la pression administrative liée aux contrats d'objectifs des plans de pilotage, du manque d'effectif et de moyens, de nos lieux de travail insalubres? Qu'en est-il de notre solitude et de notre épuisement au sein de cette institution, qui depuis des années appauvrit nos conditions de travail et qui exige de nous les solutions pour pallier ses manquements? Qu'en est-il de la privatisation progressive de l'enseignement et de l'augmentation continue des inégalités sociales? Quand est-ce que tous les élèves pourront étudier dans de bonnes conditions?

Le Pacte d'Excellence n'est en réalité qu'une diversion face aux nécessités objectives de notre secteur. Il n'obéit qu'à un seul mot d'ordre: faire tourner l'enseignement à coûts réduits, la dette de la FWB en ligne de mire. Nous poursuivons le combat parce que nous savons que le pire est à venir. Le Pacte d'Excellence dans son entièreté reste à l'ordre du jour, et la Ministre invoque fièrement sa « feuille de route » qu'elle entend suivre jusqu'au bout. Le temps n'y changera rien, ni les prochaines élections de 2024: cette feuille de route se retrouvera dans les mains du ou de la prochain.e ministre.

Ils comptent sur notre fatigue, mais arrêter n'est pas une option!

Abandonner le terrain (voire même la profession!), nous y avons tous songé au moins une fois au cours de ces 441 jours de lutte. A quoi bon continuer, face à un gouvernement qui fait la sourde oreille? On essaie de nous faire croire que l'opinion publique ne nous soutient pas. C'est le contraire qui est vrai, mais les mensonges peuvent nous épuiser.

C'est sur notre découragement que compte aujourd'hui la ministre. Pourtant, stopper la lutte ici n'est pas une option: pour faire face à ce qui nous attend, nous devons maintenir, et même accentuer le rapport de force qui s'est créé entre nous et le gouvernement. Malgré notre fatigue, nous sommes forts.

Ce mouvement est l'expression d'un mal-être profond, qui

se traduit par la plus forte mobilisation du secteur depuis les années 90.

Depuis la première grève en front commun en février 2022, des milliers de travailleurs se sont mobilisés dans les rues de Bruxelles, Liège, Mons, Namur, mais aussi sur nos lieux de travail et partout où nous le pouvons. Mois après mois, sans diminuer en nombre, grâce à la détermination de la base au sein de toutes les forces syndicales. La pression s'est maintenue sur le gouvernement, mais depuis la manifestation de Namur en octobre dernier, elle s'est relâchée.

Construisons un plan d'action crescendo dès la rentrée, soutenu par tou.te.s!

Cette manif est cruciale, une croisée des chemins pour tout le personnel éducatif: nous ne pouvons pas attendre que toutes les décisions soient prises (à nouveau) sans notre consentement après les élections de 2024! Nous devons approfondir notre engagement et poursuivre la lutte.

Notre soif d'agir est immense, elle excède ce que nos syndicats nous proposent maintenant. À Bruxelles, des écoles s'organisent pour lutter ensemble. À Liège, des délégations bravent les consignes de leurs syndicats pour s'unir avec les autres travailleurs. Nous appelons donc nos syndicats à nous soutenir en annonçant au plus vite un nouveau plan d'action sur le long terme, discuté et décidé en assemblées générales, et en application dès septembre. Cela signifie que des étapes provisoires sont nécessaires pour continuer à avancer fermement à partir de septembre jusqu'à ce qu'on gagne.

Les problèmes ne sont pas différents dans l'enseignement flamand, où l'on estime la pénurie d'enseignant.e.s à 10.000 temps pleins. Là aussi, le manque de moyens perturbe le programme d'études et met en péril la qualité de l'enseignement. Si tous les métiers du secteur entraient en lutte ensemble par-delà les frontières communautaires, nous n'en serions que plus renforcé.e.s !

Un bon enseignement profite à tous! C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs, parents et étudiants, à renforcer la lutte des enseignants.e.s. Une société malade, basée sur le profit et non sur nos besoins, ne peut que conduire à l'échec de l'éducation. La solidarité peut être développée dans chaque école pour renforcer les piquets de grève et se co-mobiliser dans toutes les actions. Ensemble, nous pouvons gagner cette bataille!

De l'argent, il en faut...

Rien que pour la rénovation ou la construction d'infrastructures décentes, la facture est estimée à 8 milliards d'euros et l'aide prévue ne sera qu'un à deux milliards. Et c'est sans parler de nos autres revendications, qui impliquent toutes un refinancement massif:

- Un refinancement public massif du secteur afin d'avoir un enseignement réellement gratuit et de qualité!
- L'abandon immédiat du dispositif d'évaluation des personnels qui vise à licencier plus facilement!
- Le retrait immédiat de toutes les réformes managériales qui mettent en concurrence les écoles entre elles et ajoutent des tâches de plus en plus importantes sur le dos des enseignants!
- Un enseignement de qualité dans un environnement sain: 15 élèves maximum par classe!
- L'engagement massif de personnel!
- Tout augmente, mais nos salaires ne suivent pas! Alignement des barèmes les plus faibles sur les barèmes les plus élevés et fin des contrats précaires!
- Des infrastructures de qualité et salubres: pour la construction de nouvelles écoles et la rénovation des écoles existantes!

ORGANISEZ-VOUS ! REJOIGNEZ LE PSL/LSP !

Le Parti Socialiste de Lutte (Linkse Socialistische Partij en Flandre) est un parti national qui organise travailleurs, jeunes et féministes pour renverser le capitalisme et changer de société.

Le capitalisme repose sur notre exploitation accrue par les entreprises afin de maximiser leurs profits et leur pouvoir sur le marché. Si elles ne suivent pas cette logique, la concurrence des autres les mettront à mort. En finir avec la dictature des marchés est une absolue priorité !

Nous défendons la nationalisation des secteurs clés de l'économie (finance, énergie, industrie pharmaceutique, distribution et production alimentaire, etc.) afin de parvenir à une société socialiste démocratique où la barbarie des marchés sera remplacée par une économie rationnelle planifiée démocratiquement pour répondre aux besoins de la collectivité tout en respectant la planète.

Cette lutte est par nature internationale, c'est pourquoi nous sommes organisés sur tous les continents à travers un parti mondial : Alternative So-cialiste Internationale (ASI).

Contactez-nous :

info@socialisme.be ou 0472436075 (Michael)

De l'argent, il y en a !

La dette de la FWB est élevée? C'est une dette dont nous ne sommes pas responsables, remboursée aux spéculateurs. Financer l'enseignement à hauteur de ce qui est nécessaire est possible, pour autant que nous allions chercher les fonds là où ils sont: pour exemple, le bénéfice net de BNP Paribas a progressé de 7,5% en 2022 pour atteindre le niveau record 10,2 milliards d'euros! Les dividendes aux actionnaires devraient croître de plus de 12 % pendant quatre ans!

Nous comprenons l'importance d'une taxe sur les millionnaires, mais nous devons être conscients du risque de fuite des capitaux. Cette mesure n'est donc pas suffisante! Pour financer nos écoles structurellement, luttons pour la nationalisation de tout le secteur financier, ce qui permettra de mobiliser les moyens nécessaires au financement de nos services publics, sous gestion et contrôle du personnel, des syndicats et de la collectivité. Cela exige l'implication active de la classe travailleuse à chaque étape dans le cadre d'une planification rationnelle et écologique de l'économie. C'est pourquoi il faut absolument changer de système: luttons pour une société socialiste démocratique!

La Campagne ROSA : pour l'unité dans la lutte !

La Campagne ROSA (Résistance contre l'Oppression, le Sexisme et l'Austérité) soutient la grève de l'enseignement: c'est un combat féministe!



La pression de la double journée de travail sur les femmes est bien connue : un travail non rémunéré effectué avant et après journée pour compenser les lacunes des services publics. La difficulté de combiner travail et vie de famille est la principale cause de l'écart salarial. La Campagne ROSA plaide pour une collectivisation des tâches domestiques, en luttant pour un réinvestissement dans les services publics, ce qui permettrait de fournir des services accessibles et de bonne qualité. C'est la meilleure forme de prévention contre les violences faites aux femmes.

Nous luttons aussi contre le sexisme et les abus de pouvoir dans l'enseignement supérieur, ce qui est également lié à la précarité de l'emploi dans le secteur. Nous voulons renforcer la lutte du mouvement ouvrier contre toutes les oppressions, car celles-ci facilitent l'exploitation capitaliste en divisant la classe travailleuse.

www.CampagneROSA.be

Contact :
0470/03.22.06 (Emily)

Qui compte encore sur les médias dominants pour relayer nos inquiétudes et nos combats ? Acheter le mensuel Lutte Socialiste pour 2 euros ou prenez un abonnement annuel de 20 euros (ou plus en soutien).

